

## La LDGL appelé Bujumbura à "cesser d'intimider et harceler" les journalistes

APA, 27-05-2015 Une ONG régionale appelle le gouvernement burundais à «garantir le libre accès à l'information» Arusha (Tanzanie) - Une ONG régionale basée à Kigali, la Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL), a appelé mercredi le gouvernement burundais à «garantir le libre accès à l'information» et à «cesser d'intimider et harceler» les journalistes indépendants. La LDGL, généralement avare de déclarations sur la situation politique dans la région, comprend une vingtaine d'associations du Rwanda, du Burundi et de la République démocratique (RDC).

Même si les radios privées ont rouvert dans les jours suivant la tentative de putsch du 14 mai, «la situation très instable au Burundi fait toujours craindre de nouvelles mesures restrictives de la liberté d'expression et de la presse», écrit la LDGL dans sa lettre d'information pour le mois de mai. Beaucoup de «journalistes et acteurs d'opinion vivent aujourd'hui en cachette par crainte des représailles après l'échec du putsch car ils sont assimilés aux acteurs politiques de l'opposition qui sont contre le mandat du président actuel», rappelle l'ONG des droits de l'Homme. Certains journalistes, activistes des droits de l'homme et opposants se sont réfugiés au Rwanda. «La LDGL exhorte le gouvernement burundais à garantir le libre accès à l'information et à faciliter le bon fonctionnement des radios et autres médias sur le territoire national, tout en cessant les actes d'intimidation et de harcèlement contre les professionnels des médias, surtout ceux indépendants», poursuit la lettre d'information. L'ONG encourage ainsi (le gouvernement burundais) à s'abstenir de toute interférence dans la libre communication d'informations et d'opinions dans le cadre d'un processus électoral apaisé, transparent et inclusif. Tout en exhortant tous les Burundais à s'abstenir de représailles, «elle fustige les attaques ciblées visant les acteurs politiques, qui sont de nature à hypothéquer la cohésion nationale et la consolidation de la démocratie au Burundi».